

Bonnes nouvelles

(une bonne année de lutte à tous)

C'est donc seuls que nous avons appelé à cette première journée de mobilisation depuis la reprise du site. Nous avons été environ 200 salariés à nous retrouver devant les portillons pour dénoncer une situation pleine de danger.

Certains disent qu'il y avait trop peu de salariés. D'autres ont pu remarquer l'absence des 5 autres organisations syndicales alors que les inquiétudes sont très partagées.

En faisant cette action, nous avons voulu montrer que la mobilisation des salariés est à nouveau d'actualité. Que le droit d'alerte seul, que l'activité des militants syndicaux seuls ne suffiront pas à changer la donne.

Il y a besoin que tout le monde intervienne dans le processus. C'est ensemble que nous réussirons à sauver nos emplois puisque c'est, paraît-il, la préoccupation de tous. Nous pensons que nous n'avons pas de temps à perdre, qu'il faut remettre la pression sur Ford et le gouvernement.

Il y a un an, ce sont bien l'Etat et quelques élus de la région qui ont soutenu le projet de Ford. Ceux sont bien eux qui nous ont répété que tout était sauvé. C'est bien Ford qui a dit avoir rempli ses responsabilités sociales en trouvant un repreneur pour assurer la pérennité du site.

Et aujourd'hui ? Que se passe t'il ? Il n'y a plus personne pour rappeler les engagements des uns et des autres ? C'est en cela que le droit d'alerte et les

rencontres avec les élus c'était utile. C'est pour cela que le spectre de la mobilisation est utile.

Il faut que Ford sache que nous continuerons de lui faire de la mauvaise publicité, il faut que le gouvernement sache que les salariés ne lâcheront pas. Il faut que les élus et les pouvoirs publics sachent qu'ils ne seront pas tranquilles surtout au moment des élections.

C'est parce que nous saurons faire parler de nous, c'est parce que nous saurons faire entendre notre mécontentement que des choses pourront bouger. Il n'y a pas de miracle, c'est la lutte des salariés qui peut imposer aux pouvoirs et au patrons de se faire respecter.

C'est maintenant qu'il faut agir et pas demain, au moment de la catastrophe. Soit on fait confiance à la direction soit on pense qu'elle nous ballade. Pour nous c'est la deuxième solution. Même Rousset ou Juppé qui ont cru dans cette reprise pensent qu'il y a un gros problème en perspective.

Nous refusons de croire que nous sommes perdus. Nous sommes encore à un moment où nous pouvons influencer sur les événements. Seulement, il ne faut pas tergiverser. Et comme par hasard, c'est le jour de notre action que nous apprenons la date du comité de pilotage. Ce jour-là (le 11 février) nous pensons utile d'organiser un rassemblement pour maintenir la pression, ce que nous allons proposer aux autres syndicats. Notre avenir aussi dépend de nous.



NOUVELLE TENTATIVE POUR ÉCLAIRER CERTAINES CHOSES

Tant que l'avenir de l'usine et des emplois sera en danger, le débat sur la star « accord de garantie » continuera. On peut dire que c'est normal étant donné que le fait de parler boulot ou argent, c'est de toute façon de notre avenir dont il est question.

Mais il y a depuis le début soit une incompréhension soit une manipulation. L'accord de garantie était un plan de suppressions d'emplois « négocié à froid » planifié sur 3 ans. Que ce soit des licenciements (départs volontaires ou pas) ou des éventuels départs en pré-retraite.

En 2008, face aux déclarations de Ford confirmant progressivement son désengagement, il est vrai que nous avons demandé que soit « garantie » une « prime » de dédommagement à tous les salariés en cas de perte de leur emploi. Conseillé par une avocate et chose confirmée par la direction, on a vite vu qu'il n'était pas possible juridiquement de négocier une somme d'argent hors indemnités de

licenciements. Aujourd'hui le problème ne change pas : reparler d'une somme d'argent c'est retomber dans le même panneau, c'est-à-dire dans la question d'un plan de suppressions d'emplois.

Nous sommes tous d'accord pour que Ford dédommage chaque salarié pour non respect de sa part « du contrat de travail ». Mais nous sommes opposés aujourd'hui à négocier des indemnités de licenciements car il ne peut s'agir que de cela. La question aujourd'hui reste la bataille pour exiger de Ford et du gouvernement que les emplois soient pérennisés. Cette bataille est considérable, c'est vrai, car il s'agit de faire payer Ford d'une manière ou d'une autre.

L'urgence est de sauver l'activité d'une usine. Et en défendant nos emplois, nous permettons aussi de créer un rapport de force qui sera utile si jamais un jour on échoue sur le terrain des emplois.

Nous n'en sommes pas là. Et heureusement !



LE POINT SUR LES RENCONTRES AVEC LES ÉLUS DE LA RÉGION

Le vote du droit d'alerte est utile dans la mesure où à côté les syndicats et les salariés utilisent tous les moyens possibles pour faire comprendre à tout le monde que l'usine FAI (et peut être GFT aussi) est en danger.

C'est pour cela que depuis l'été dernier, nous avons recommencé à solliciter les élus à l'occasion de la préparation du débat-concert du 5 septembre à Blanquefort. La CGT était alors seule à penser qu'il fallait agir pour maintenir une pression sur les pouvoirs publics.

Ces dernières semaines, grâce au droit d'alerte enfin voté et grâce à la médiatisation qui s'en est suivie, les élus s'agitent un peu plus. Il est vrai que Mrs Rousset, Feltesse, Anziani (sénateur), Mme Got (députée) répondent positivement à nos demandes de rencontre.

Ils ont tous entamé des démarches par l'envoi notamment de courrier au gouvernement et à Ford ou par des questions posées au gouvernement dans les deux parlements. Ainsi, la sonnette d'alarme est tirée un peu partout.

Même Juppé, complètement absent du débat pendant de longs mois, a récemment accepté de nous rencontrer. Il

s'est dit lui aussi inquiet et surtout il a rappelé que Ford avait des responsabilités sociales à prendre et des engagements à tenir.

Ceci dit, nous ne pouvons pas en rester à des déclarations si solidaires soient-elles des salariés. Il faut des actes. Tous ces élus ont les moyens d'exercer à leur tour une pression sur le gouvernement. Un gouvernement et un Etat, à leur tour, qui peuvent exercer des pressions sur Ford.

Que l'on ne nous fasse pas croire que les pouvoirs publics sont impuissants devant les multinationales. Qu'ils seraient juste bons à distribuer des subventions sans imposer des conditions sociales.

Et puis si l'Etat ou les collectivités participent au financement pour soutenir des projets industriels, alors il devrait y avoir un droit de contrôle des pouvoirs publics.

C'est de tout cela que nous souhaitons discuter. Par notre activité syndicale, nous voulons pousser pour que les choses aillent dans le bon sens pour nous. C'est loin d'être gagné mais il n'y aucune raison non plus d'abandonner la partie.

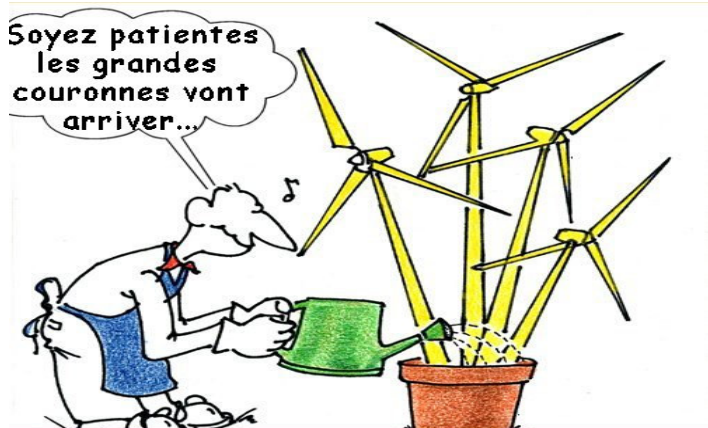


NOS EMPLOIS SINON RIEN

Voici des nouvelles sur le front de l'emploi, rien que ce jeudi, en lisant le journal Sud Ouest. D'abord un article sur la fermeture de l'usine IBR à Pessac qui fabrique des brûleurs pour chaudières et qui vient d'annoncer la fermeture pour fin avril. Ce sont 38 salariés qui vont être licenciés.

A Sanofi, groupe qui fait des milliards de profits, les syndicats craignent une prochaine restructuration et des suppressions d'emplois. Et puis les patrons des PME constatent une baisse importante de l'activité dans la métallurgie mais ne chiffrent pas l'impact que cela a eu au niveau des emplois.

Cela montre que la bataille à mener aujourd'hui est bien de défendre les emplois que nous avons, pour nous et pour les autres. Hors de question d'attendre le chômage, la précarité et les salaires autour de 900 euros.



POUR PLUS D'INFO : LE SITE CGT-FAI

Notre site internet (www.cgt-ford.com) est un moyen d'avoir plus d'informations sur notre usine, nos tracts et affichages, avec les articles de presse nous concernant mais aussi des infos sur les luttes de salariés d'autres entreprises, sur l'économie ... Un site vivant, un outil utile à consulter.

ATTENTION DANGER : CGT !

Une rumeur circule : la direction s'apprêterait à attaquer en justice la CGT-Ford notamment pour son journal « Bonnes Nouvelles » qui s'en prendrait de manière insupportable à l'ensemble de la hiérarchie.

La direction s'en prend parfois violemment aux militants cgtistes pendant les réunions DP, CE, CHSCT ou de négociations. Cela fait quelques années aussi qu'elle menace de porter plainte pour « outrage » ou « insulte ». Mais jusqu'à présent, ce n'est pas allé plus loin.

Nous ne savons pas ce que prépare vraiment la direction. Par contre, nous sommes persuadés que son gros problème, c'est de bosser pour trouver des marchés pour l'usine. Et le fait de patiner, cela doit la mettre en situation de stress. Comme le fait l'ensemble des salariés depuis des années, il faut s'accrocher et batailler pour ne pas lâcher et espérer encore. Courage donc.

RECHERCHE DÉSPÉRÉMENT DES SOUS

Nous avons appris indirectement et de source non officielle que le service boisson de la Sodexho (machines boissons fraîches et chaudes) serait filialisé. La Sodexho vendrait cette activité à une autre société.

Visiblement, First voudrait profiter de ce changement pour exiger une part des bénéfices liés à ces ventes. Chose que Ford n'avait jamais demandé.

First est très proche de ses sous. Partout où elle peut grignoter elle le fait. Mais nous ne sommes pas persuadés que l'argent ainsi récupéré puisse suffire à lancer l'ensemble des projets.

CAMPAGNE ÉLECTORALE : C'EST PARTI

Vous l'avez peut être remarqué, les élections CE/DP approchent (le 11 mars) et les tracts syndicaux se multiplient. Il va y avoir embouteillage aux embauches dans la période qui vient. La CGT se sentira moins seule.